

# Étude des frontières internationales des États des Balkans occidentaux. Le cas de la République du Kosovo

Liridon LIKA

## Introduction

En raison de sa position géostratégique entre l'Est et l'Ouest, la région des Balkans a été la cible des convoitises et des rivalités de diverses puissances. Cette région a été occupée et dominée pendant des siècles par les Empires romain, byzantin, austro-hongrois et ottoman. Avec l'effondrement de ces deux derniers et l'établissement de nouveaux États balkaniques indépendants, de nombreux problèmes sont nés concernant la détermination des frontières étatiques. Les affrontements innombrables entre les peuples des Balkans notamment depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, poursuivis plus tard avec les guerres balkaniques, ensuite la Première et Seconde Guerre mondiale, et particulièrement les guerres des années 1990 dans les territoires de l'ex-Yougoslavie, ont fait de la région un synonyme du mal, de la violence, de la fragmentation, du conflit et de l'instabilité permanente. Cette image extrêmement négative de la région, créée au fil des ans, a fait en sorte que le mot « balkanisation » soit fortement intégré dans le vocabulaire politique et académique, en particulier dans les pays occidentaux<sup>1</sup>.

Les vingt dernières années du XX<sup>e</sup> siècle forment une période pendant laquelle des changements importants se produisent dans les Balkans. D'un côté, la Grèce adhère à l'Union européenne (UE) en 1981 et des pays tels que l'Albanie, la Bulgarie et la Roumanie se libèrent à la fin des années 1980 de la longue période communiste ; d'un autre côté, la République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY) plonge quant à elle dans la guerre et le chaos qui vont perdurer durant les années 1990. Suite à la dissolution de cette dernière et la création de sept nouveaux États indépendants (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie et Slovénie), les frontières administratives ou externes des entités fédérées yougoslaves se transforment en frontières internationales. Le respect et le maintien de ces frontières étatiques,

---

<sup>1</sup> TODOROVA Maria, *Imagining the Balkans*, Oxford, Oxford University Press, 2009, pp. 21-37.

héritées du passé, constituent une condition imposée par les Occidentaux à ces jeunes pays balkaniques. Dans ce contexte, en décembre 1998, l'UE utilise pour la première fois la notion de « Balkans occidentaux »<sup>2</sup> afin de donner une connotation commune aux États balkaniques encore instables politiquement et économiquement, permettant ainsi de les distinguer des autres pays de la région déjà membres, ou en cours d'adhésion au projet commun européen tels que la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie. Ce nouveau terme, qui n'englobe pas une dimension historique ou géographique mais plutôt politique et technique, regroupe donc les pays issus de la désintégration de l'ex-Yougoslavie, comme la Bosnie-Herzégovine, la Croatie (jusqu'à avant son adhésion à l'UE en 2013), le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro, et la Serbie, à l'exception de la Slovénie (membre de l'UE depuis 2004), plus l'Albanie. Bref, la région des Balkans occidentaux comprend actuellement six pays : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie.

Ce chapitre a pour objectif d'analyser les frontières internationales des pays des Balkans occidentaux et plus précisément celles de la République du Kosovo. Comment furent déterminées les frontières de la République du Kosovo ? Quelles sont les frontières internationales de ce jeune État ? Afin de mieux contextualiser notre étude, dans la première partie sera analysé, brièvement et de manière générale, le processus de la détermination des frontières des États des Balkans. Ensuite les frontières internationales de la République du Kosovo seront amplement traitées. Et enfin, l'analyse portera sur l'influence de la politique de l'élargissement de l'UE sur les frontières internationales de la République du Kosovo et des autres pays des Balkans occidentaux.

## **Les frontières des États des Balkans : source de conflits et d'instabilités du XIX<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui**

### *Les grandes puissances européennes et les frontières des États des Balkans aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*

C'est vers la deuxième partie du XIX<sup>e</sup> siècle que les frontières contemporaines, telles que définies par la discipline des Relations

---

<sup>2</sup> Conseil européen de Vienne, « Conclusions de la présidence », les 11 et 12 décembre 1998, disponible à l'adresse suivante : [http://www.europarl.europa.eu/summits/wie1\\_fr.htm](http://www.europarl.europa.eu/summits/wie1_fr.htm) (consultée le 12 janvier 2017).

internationales, se sont graduellement imposées à travers la planète<sup>3</sup>. Malcolm Anderson définit les frontières internationales comme « [...] des institutions établies par des décisions politiques et régies par des textes juridiques. La frontière a été et, en bien des sens, demeure une institution politique de base : dans une société avancée, aucune vie économique, politique ou sociale régulée ne pourrait s'organiser sans elle »<sup>4</sup>. Comme ailleurs dans le monde, les frontières des États des Balkans ont évolué selon les époques et les contextes locaux ainsi qu'internationaux.

Tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les grandes puissances européennes de l'époque (Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Italie, Royaume-Uni, Russie) ont joué un rôle crucial en ce qui concerne la naissance des nouveaux États balkaniques et la détermination de leurs frontières extérieures. Les grandes puissances européennes ont en effet pris des positions en faveur ou en défaveur de tel ou tel peuple : certaines de ces puissances ont soutenu des mouvements nationaux dans la région en vue d'affaiblir et d'inciter la désintégration des Empires ottoman et austro-hongrois, tandis que d'autres ont souhaité maintenir le *statu quo*<sup>5</sup>. En fonction de leurs intérêts nationaux, les grandes puissances ont négocié entre elles à propos du futur des territoires balkaniques et ont soutenu leurs alliés locaux en les récompensant avec des régions qui ne leur appartenaient pas et qui n'étaient pas peuplées d'un même groupe ethnique, linguistique, culturel ou religieux que celui dominant<sup>6</sup>.

Dans ce contexte, afin de réaliser son projet expansionniste et d'installer son hégémonie dans les Balkans, la Russie a été activement impliquée dans la région, que ce soit politiquement, financièrement et militairement, en faveur des Slaves et au détriment des autres peuples tels que

<sup>3</sup> POSTEL-VINAY Karoline, « La frontière ou l'invention des relations internationales », *CERISCOPE Frontières*, 2011, disponible à l'adresse suivante : <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part1/la-frontiere-ou-linvention-des-relations-internationales> (consultée le 16 avril 2016).

<sup>4</sup> ANDERSON Malcolm, « Les frontières : un débat contemporain », *Cultures & Conflits*, 26-27, automne 1997, mis en ligne le 15 mars 2006, disponible à l'adresse suivante : <http://conflits.revues.org/359> (consultée le 16 avril 2016).

<sup>5</sup> Par exemple : la Russie avait une politique d'extension des Slaves du Sud dans les Balkans et constamment anti-albanaise ; l'Autriche-Hongrie voulait quant à elle empêcher l'extension slave et était favorable à une Albanie indépendante et souveraine dans ses frontières ethniques ; le Royaume-Uni préférait garder ses privilèges dans la Méditerranée en maintenant un *statu quo* dans les Balkans, à savoir une prolongation de la vie de l'Empire ottoman, et en contrepois à la politique russe, menait une politique d'extension des Grecs. Pour plus de détails voir : QOSJA Rexhep, *La question albanaise*, France, Fayard, 1995, pp. 37-53 et pp. 92-107.

<sup>6</sup> *Ibid.*, pp. 94-107.

le peuple albanais<sup>7</sup>. Les Albanais sont un peuple autochtone dans les Balkans. Ils sont les descendants directs des Illyriens, qui vivaient historiquement et en continuité permanente sur toute la partie centrale et occidentale des Balkans ainsi que sur une partie du territoire du sud-est de l'Italie actuelle<sup>8</sup>. Les peuples slaves, quant à eux, ne sont pas originaires des Balkans. Mais, entre les VII<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, la région des Balkans subit des invasions slaves qui ont significativement rétréci l'espace illyrien<sup>9</sup>. Plus tard, aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, au nom d'une politique panslaviste, l'État russe a vigoureusement soutenu les peuples slaves tels que les Serbes, les Monténégrins et les Bulgares<sup>10</sup>. L'objectif de la Russie a été d'établir une zone d'influence sur la région entière, à savoir de créer une union des peuples slaves dans les Balkans sur les territoires autrefois dominés par les Empires ottoman et austro-hongrois<sup>11</sup>.

Ainsi, en se basant sur l'équilibre de puissance ou les rapports de forces, le jeu des alliances et les enjeux géopolitiques, les grandes puissances européennes et en particulier la Russie ont fixé arbitrairement les frontières des États des Balkans lors des conférences de Berlin (1878), de Londres (1913) et de Versailles (1919)<sup>12</sup>. Autrement dit, les frontières des pays balkaniques ont été la conséquence d'une imposition arbitraire et forcée par certains États balkaniques (voir *infra*) et les puissances régionales ou internationales.

<sup>7</sup> Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, *Historia e popullit shqiptar. Vëllimi i dytë : Rilindja kombëtare vitet 30 të shek. XIX-1912*, Tiranë, Botimet Toena, 2002, pp. 132-139.

<sup>8</sup> Pour plus de détails, voir : STIPÇEVIQ Aleksandër, *Ilirët : historia, jeta, kultura, simbolet e kultit*, Tiranë, Botimet Toena, 2002, pp. 70-75 ; DRANÇOLLI Jahja, « Kontinuiteti iliro-arbëror në arealin e Kosovës », *Revista Thesis Kosova, n° 1*, 2008, p. 43 ; Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, *Historia e popullit shqiptar. Vëllimi i parë : Ilirët, Mesjeta, Shqipëria nën Perandorinë Osmane gjatë shek. XVI-vitet 20 të shek. XIX*, Tiranë, Botimet Toena, 2002, pp. 39-44 ; BUXHOVI Jusuf, *Kosova I : Antika*, Houston, Prishtinë, Jalifat Publishing, Faik Konica, 2015, pp. 195-196 ; CASTELLAN Georges, *Histoire des Balkans XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Édition augmenté Arthème, Fayard, 2004, p. 21.

<sup>9</sup> STIPÇEVIQ Aleksandër, *op. cit.*, pp. 70-75.

<sup>10</sup> BOYAR Ebru, *Ottomans, Turks and the Balkans : Empire Lost, Relations Altered*, London and New York, Tauris Academic Studies, 2007, pp. 105-110.

<sup>11</sup> *Ibid.*, pp. 105-108.

<sup>12</sup> ISENI Bashkim, « Frontières politiques, dynamiques nationalistes et politique des grandes puissances dans les Balkans : enjeux et perspectives », SENARCLENS Pierre de (dir.), *Les frontières dans tous leurs états. Les relations internationales au défi de la mondialisation*, Bruxelles, Bruylant, 2009, p. 235.

## *Les conséquences de ces frontières politiques artificielles pour les Balkans*

Les nouvelles frontières établies par les conférences susmentionnées visaient à satisfaire les appétits expansionnistes des pays comme la Serbie, le Monténégro et la Grèce, lesquels ont accru leurs superficies territoriales de plusieurs milliers de km<sup>2</sup> en s'étendant sur des terres peuplées majoritairement voire exclusivement par des Albanais<sup>13</sup>. Ces trois pays ont obtenu leur indépendance vis-à-vis de l'Empire ottoman plus tôt que leurs voisins albanais et, comme l'explique Bashkim Iseni, ont utilisé le nationalisme comme stratégie territoriale « [...] afin de forcer la 'ressemblance' culturelle entre l'État et les espaces conquis. Ces entreprises nationalistes, basées sur des prémisses ethno-linguistiques exclusivistes, se sont soldées par des processus d'assimilations, de conversions forcées ou de nettoyages ethniques (expulsions de masse et crimes collectifs) »<sup>14</sup>. En effet, dès 1844, la Grèce et la Serbie ont élaboré et établi des programmes politiques, nationalistes et expansionnistes tels que celui de *Megáli Idéa* (Grande Idée) du Premier ministre grec, Ioánnis Koléttis, et celui de *Načertanije* (le Plan ou l'Esquisse) du ministre serbe de l'Intérieur, Ilija Garašanin<sup>15</sup>.

Cependant, pour les Albanais, les nouvelles frontières balkaniques ont été coloniales et désavantageuses raisons pour lesquelles elles ont suscité chez eux beaucoup de mécontentement<sup>16</sup>. Dès lors, les frontières imposées de l'extérieur sur la base de tractations entre les grandes puissances et leurs alliés slaves et grecs sans prendre en considération l'avis de la population, en particulier des Albanais, n'ont pas résolu les problèmes ni pacifié la région des Balkans ; au contraire, elles ont compliqué davantage la situation durant tout le xx<sup>e</sup> siècle.

## **Étude du cas de la République du Kosovo : Perspective historique et contemporaine**

### *Le vilayet du Kosovo sous l'occupation ottomane : 1877-1912*

Tout comme d'autres pays des Balkans, le Kosovo a connu une longue période d'occupation et de domination ottomane de plus de cinq

<sup>13</sup> QOSJA Rexhep, *op. cit.*, pp. 94-102.

<sup>14</sup> ISENI Bashkim, « Frontières politiques, dynamiques nationalistes et politique des grandes puissances dans les Balkans : enjeux et perspectives », *op. cit.*, pp. 229-230.

<sup>15</sup> QOSJA Rexhep, *op. cit.*, pp. 81-90.

<sup>16</sup> *Ibid.*, pp. 102-107.

siècles. Durant ce temps, son territoire a fait face, à plusieurs reprises, à des modifications de ses frontières administratives. La dernière en date a été celle de 1877 avec la création du vilayet<sup>17</sup> du Kosovo<sup>18</sup>, peuplé majoritairement par les Albanais et qui a englobé un territoire beaucoup plus étendu que celui de la République du Kosovo aujourd'hui. Toutefois, sous la domination ottomane, les Albanais n'ont joui d'aucun droit national<sup>19</sup>. Avant même la crise d'Orient (1875-1878)<sup>20</sup>, les Albanais se sont trouvés dans une relation conflictuelle avec l'Empire ottoman car aucune des demandes qu'ils ont soulevées au cours des décennies précédentes n'a été acceptée par les autorités ottomanes<sup>21</sup>. Les relations se sont détériorées encore plus après la guerre russo-turque de 1877-1878, quand l'Empire ottoman a fait d'importantes concessions à la Russie au détriment des Albanais. Les autorités ottomanes ont cédé des territoires qui se trouvaient sous leur occupation dans les Balkans en faveur des peuples slaves, même si ces contrées n'étaient pas peuplées par ces derniers. Le Congrès de Berlin (1878) a ainsi permis à la Serbie et au Monténégro de s'étendre vers le Sud sur des territoires peuplés majoritairement, voire exclusivement, par des Albanais. L'occupation de ces territoires a eu des conséquences graves pour les habitants albanais : par exemple, selon *British National Archives in London*, en 1878-1879, plus de 150. 000 Albanais de 624 villages du Sandjak de Nish et de la région de Toplica ont immédiatement été expulsés de force par la Serbie<sup>22</sup>. Pour la même période et les mêmes régions, les historiens albanais donnent des chiffres encore plus importants, à savoir 350. 000 Albanais expulsés de 714 villages<sup>23</sup>. Il s'agissait donc

<sup>17</sup> Le vilayet était une subdivision administrative de premier ordre de l'Empire ottoman, introduite avec la Loi des Vilayets le 21 janvier 1867.

<sup>18</sup> Le Kosovo était autrefois appelé Dardania (Pays des poires) ; cette étymologie s'explique par le mot albanais *dardhë* (poire, poirier en français). BUXHOVI Jusuf, *Kosova I : Antika*, op. cit., pp. 195-196 ; DRANÇOLLI Jahja, op. cit., p. 43 ; SHUKRIU Edi, « Ancien Dardania », in BAJRAKTARI Jusuf, NASI Lefter, PRIFTI Kristaq, SEJDIU Fatmir, SHUKRIU Edi and XHUFË Pëllumb (ed.), *The Kosova issue – a historic and current problem*, Tirana, Eurorilindja, 1996, pp. 15-19.

<sup>19</sup> Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, *Historia e popullit shqiptar. Vëllimi i dytë : Rilindja kombëtare vitet 30 të shek. XIX-1912*, op. cit., p. 134.

<sup>20</sup> Lors de la crise d'Orient, qui commence à être évoquée à partir de 1774 et se termine en 1923, les grandes puissances européennes rivalisaient entre elles et avec l'Empire ottoman en mer Noire, en Méditerranée orientale et dans les Balkans. Les années 1875-1878 constituent un nouvel épisode de la crise d'Orient durant lequel la Russie notamment s'impliquait dans un conflit avec l'Empire ottoman.

<sup>21</sup> Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, *Historia e popullit shqiptar. Vëllimi i dytë : Rilindja kombëtare vitet 30 të shek. XIX-1912*, op. cit., p. 134.

<sup>22</sup> MACSHANE Denis, *Why Kosovo still matters*, London, Great Britain, Haus Publishing Ltd, 2011, pp. 18-19.

<sup>23</sup> BAJRAMI Hakif, « The Serb Genocide in Kosova 1878-1999 », in PLLANA Nusret (dir.), *The terror of Serbian occupier over Albanians 1844-1999*, Prishtinë, State Archive of Kosova, Archive Sector of the Kosova Liberation Army, 2013, pp. 25-26.

d'un nettoyage ethnique effectué par l'État serbe<sup>24</sup>. Outre ces territoires ancestraux albanais occupés et vidés de leurs habitants, la Serbie convoitait aussi d'autres terres albanaises<sup>25</sup>.

Dans ce contexte, les patriotes albanais se sont organisés de plus en plus afin de créer un État albanais indépendant dans les Balkans<sup>26</sup>. Dès lors, de 1878 à 1912, ils se sont soulevés contre l'occupation ottomane<sup>27</sup>. Les Albanais du Kosovo ont joué un rôle clé lors de ces soulèvements. Le Kosovo a constitué le centre du mouvement pour l'indépendance des Albanais ; le 10 juin 1878, dans la ville historique de Prizren, fut créée la Ligue albanaise, mouvement politico-militaire de libération nationale<sup>28</sup>. Ce mouvement a rassemblé les Albanais des quatre vilayets habités majoritairement par ceux-ci, à savoir celui du Kosovo, de Shkodër, de Manastir et de Janina. Les Albanais étaient largement majoritaires dans ces quatre vilayets ; sur une population totale de 2,5 millions d'habitants, 2 millions étaient Albanais, tandis que 500.000 regroupaient des minorités slaves, grecques, valaques, turques, juives, roms, etc.<sup>29</sup>.

Après plusieurs années de révoltes et de guerres contre l'occupation et la domination ottomane, le 28 novembre 1912, dans la ville côtière de Vlora, les Albanais proclament l'indépendance de l'Albanie dans ses frontières ethniques, c'est-à-dire que le nouvel État albanais devait incorporer tous les territoires habités majoritairement par les Albanais, à savoir les quatre vilayets, y compris celui du Kosovo<sup>30</sup>. Rexhep Qosja explique qu'avant même la proclamation de leur indépendance, les Albanais ont pris contact avec les pays voisins pour demander un soutien politique et logistique, mais ces derniers ne se sont pas montrés prêts à les aider car ils avaient des objectifs expansionnistes bien précis, à savoir qu'ils planifiaient déjà de partager les territoires albanais qui se trouvaient sous la domination

<sup>24</sup> QOSJA Rexhep, *op. cit.*, pp. 139-134.

<sup>25</sup> MACSHANE Denis, *op. cit.*, pp. 18-24.

<sup>26</sup> Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, *Historia e popullit shqiptar. Vëllimi i dytë : Rilindja kombëtare vitet 30 të shek. XIX-1912*, *op. cit.*, pp. 132-228.

<sup>27</sup> SKENDI Stavro, *The Albanian National Awakening : 1878-1912*, Princeton, United States of America, Princeton University Press, 1967, pp. 198-200.

<sup>28</sup> FRASHËRI Kristo, *Lidhja Shqiptare e Prizrenit 1878-1881*, Tiranë, Shtëpia botuese Toena, 1997, pp. 52-53.

<sup>29</sup> GAWRYCH George W., *The Crescent and the Eagle : Ottoman Rule, Islam and the Albanians, 1874-1913*, I.B. Tauris, London/New York, 2006, pp. 99-101. À propos de la composition ethnique des quatre vilayets albanais, voir également l'ouvrage suivant : Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, *Historia e popullit shqiptar. Vëllimi i dytë : Rilindja kombëtare vitet 30 të shek. XIX-1912*, *op. cit.*, pp. 40-44.

<sup>30</sup> QOSJA Rexhep, *op. cit.*, p. 80.

ottomane<sup>31</sup>. Ainsi, les pays voisins – la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce – initiés, incités et appuyés fortement par la Russie, ont créé la Ligue balkanique qui provoqua la Première guerre balkanique entre octobre 1912 et mai 1913. Le but de cette Ligue était de partager entre ses pays membres tous les territoires balkaniques qu’occupait jusque-là l’Empire ottoman<sup>32</sup>. Dans ce cadre, les pays voisins soutenus par certaines puissances étrangères ont mis sérieusement en péril l’existence de la nation albanaise et de l’État albanais indépendant. C’est dans cette période que le Kosovo et d’autres territoires peuplés majoritairement voire exclusivement par des Albanais ont été conquis et occupés militairement par la Serbie. En d’autres mots, tout comme le Sandjak de Nish et la région de Toplica en 1878, le Kosovo passait de l’occupant ottoman à l’occupant serbe à la fin de l’année 1912<sup>33</sup>.

Dans ce contexte, les grandes puissances européennes (Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Italie, Royaume-Uni, Russie) se réunissent à la Conférence des Ambassadeurs à Londres qui, le 29 juillet 1913, reconnaît l’État albanais proclamé à Vlora ; mais les frontières de celui-ci sont arbitrairement découpées permettant ainsi à la Serbie d’occuper définitivement le Kosovo<sup>34</sup>. L’Albanie, indépendante et reconnue internationalement telle que nous la connaissons actuellement, est donc née suite à un compromis entre les grandes puissances : d’un côté, l’Empire austro-hongrois, allié de l’Allemagne, et dans une certaine mesure l’Italie (Triple-Alliance) qui ont soutenu la reconnaissance de l’État albanais dans ses frontières ethniques, et de l’autre côté, la Russie appuyée par la France et partiellement par la Grande-Bretagne (Triple-Entente), qui ont soutenu l’expansion territoriale de la Serbie, du Monténégro et de la Grèce et se sont opposées à une Albanie indépendante, souveraine et viable<sup>35</sup>. Ainsi, l’espace ou l’aire du peuplement albanais a été réduit significativement et

<sup>31</sup> QOSJA Rexhep, *op. cit.*, pp. 75-80.

<sup>32</sup> NGUYEN Éric, *100 événements du xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Studyrama, 2006, pp. 25-26 ; CASTELLAN Georges, *Histoire de l’Albanie et des Albanais*, Crozon, Éditions Armeline, 2002, pp. 53-56 ; PUTO Arben, « The London Conference in two editions », in BAJRAKTARI Jusuf, NASI Lefter, PRIFTI Kristaq, SEJDIU Fatmir, SHUKRIU Edi and XHUFI Pëllumb (ed.), *The Kosova issue – a historic and current problem*, Tirana, Eurorilindja, 1996, pp. 81-84.

<sup>33</sup> MALCOLM Noel, *Kosovo : A Short History*, Oxford, Great Britain, Pan Books Edition, 2002, pp. 239-263.

<sup>34</sup> CASTELLAN Georges, *Histoire de l’Albanie et des Albanais*, *op. cit.*, pp. 53-56.

<sup>35</sup> MULAJ Klejda, *Politics of Ethnic Cleansing : Nation-State Building and Provision of In/Security in Twentieth-Century Balkans*, Plymouth, United Kingdom, Lexington Books, 2008, p. 23 ; QOSJA Rexhep, *op. cit.*, pp. 94-102 ; BUXHOVI Jusuf, *Kosova IV : 1912-1945*, Houston, Prishtinë, Jalifat Publishing, Faik Konica, 2015, p. 30 ; Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, *Historia e popullit shqiptar. Vëllimi i dytë : Rilindja kombëtare vitet 30 të shek. XIX-1912*, *op. cit.*, pp. 514-515.

découpé en plusieurs morceaux entre les pays voisins avec l'approbation des grandes puissances d'abord lors du Congrès de Berlin (1878) et puis surtout lors de la Conférence des Ambassadeurs à Londres (1913).

En ce qui concerne le découpage des terres albanaises opéré en 1913, l'albanologue canadien Robert Elsie déclare : « *More than half of the Albanian-speaking territory and about 30 percent of the Albanian population were excluded from the new state. Most tragic of all, Kosovo [...] was given to the Kingdom of Serbia, an error that haunted the Balkans right the end of the 20th century* »<sup>36</sup>. Dans le même ordre d'idée, l'intellectuel albanais Rexhep Qosja donne des chiffres encore plus frappants, en expliquant que l'Albanie d'aujourd'hui « [...] ne regroupe que 45 % environ du territoire albanais et 40 % environ de la population albanaise tels qu'ils étaient à la veille de la réunion de la Conférence des ambassadeurs de Londres ! »<sup>37</sup>. Cet auteur explique également que :

« *Ces frontières établies entre l'Albanie et ses pays voisins coupent par le milieu l'espace vital et le corps ethnique albanais. Elles causent donc aussi des mutilations dans les domaines naturel, économique et culturel. Quand ces frontières ont été fixées à Londres, on n'a en aucun cas tenu compte, et en aucune manière, des intérêts politiques, culturels, économiques, stratégiques, des communications internes du peuple albanais ou des communications de celui-ci avec son propre entourage. Cela revient à dire que les frontières établies par la Conférence des ambassadeurs de Londres nient les intérêts vitaux des Albanais et de l'Albanie* »<sup>38</sup>.

En ce sens, le ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne de l'époque, Sir Edward Grey, a déclaré à la Chambre des Communes le 12 août 1913 que les plus grands objectifs de la Conférence des Ambassadeurs à Londres étaient de satisfaire les intérêts des grandes puissances<sup>39</sup>. Mais, dans la conscience nationale, la mémoire collective, et la littérature albanaise, ce moment est toujours considéré comme tragique pour la nation albanaise et les grandes puissances européennes sont accusées d'avoir fait du marchandage avec les terres albanaises et d'avoir morcelé l'Albanie au profit de ses pays voisins<sup>40</sup>. En d'autres termes, Bashkim Iseni

<sup>36</sup> ELSIE Robert, *Historical Dictionary of Albania*, The Scarecrow Press, Inc., Lanham, Toronto, Plymouth, UK, Second Edition, 2010, p. lix.

<sup>37</sup> QOSJA Rexhep, *op. cit.*, p. 101.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>39</sup> VICKERS Miranda, *Between Serb and Albanian : A History of Kosovo*, London, C. Hurst & Co Ltd., 1998, p. 84.

<sup>40</sup> ISENI Bashkim, *La question nationale en Europe du Sud-est : genèse, émergence, et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, Berne, Peter Lang, 2008, p. 295.

souligne que « Pour les Albanais, l'amputation du vilayet du Kosovo de l'Albanie est vécue comme une grande injustice historique et les frontières délimitées sont qualifiées de coloniales car elles n'ont pas tenu compte, dans leur découpage, des réalités sociolinguistiques, des revendications politiques albanaises et des possibilités de la survie économique, politique et démographique du nouvel État reconnu »<sup>41</sup>. Dès lors, ces frontières artificielles ont en permanence été contestées par les Albanais.

### *Le Kosovo sous l'occupation serbe/yougoslave : 1912-1999*

Comme nous l'avons expliqué plus haut, jusqu'aux derniers jours de l'occupation ottomane (1912), les territoires habités en majorité par les Albanais ont englobé principalement quatre vilayets. Mais, après l'occupation militaire d'une grande partie de ceux-ci par les pays voisins et suite à de nombreux compromis arbitraires entre les puissances européennes lors de la Conférence des Ambassadeurs de Londres (1913), les terres albanaises ont été découpées en plusieurs parties : l'Albanie a été reconnue comme État indépendant dans ses frontières actuelles, la région de Çamëria a été accordée à la Grèce, tandis que le Kosovo et d'autres régions ethniquement, historiquement, linguistiquement et culturellement albanaises demeuraient sous l'occupation violente de la Serbie et du Monténégro<sup>42</sup>. Après la Première Guerre mondiale, le Kosovo a été ensuite annexé par la force à la Yougoslavie, récemment créée et en réalité dominée par la Serbie. L'historien britannique, Noel Malcolm, argumente que le Kosovo non seulement a été occupé violemment en 1912-1913, mais qu'il n'a en effet jamais fait légalement partie de la Serbie : « *Kosovo had never been legally incorporated into the Serbian state* »<sup>43</sup>. Malcolm ajoute également que « [...] *Kosovo was not legally incorporated into Serbia by the standards of international law either* »<sup>44</sup>. Cet auteur explique aussi que les Albanais du Kosovo ne sont pas devenus des citoyens de la Serbie, mais ils sont directement devenus citoyens de la Yougoslavie : « [...] *the Albanians of Kosovo had not become Serbian citizens, but they did eventually become Yugoslav ones* »<sup>45</sup>. La Yougoslavie, créée au lendemain de la Première Guerre mondiale par le traité de Versailles (1919), était un État plurinational ou multiethnique regroupant des Slaves, ainsi que des populations non-slaves comme les Albanais, les Hongrois

<sup>41</sup> ISENI Bashkim, *La question nationale en Europe du Sud-est : genèse, émergence, et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, op. cit., p. 294.

<sup>42</sup> MALCOLM Noel, op. cit., pp. 256-258.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 264.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 265.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 266.

et les Allemands. Plus de la moitié des Albanais et de leurs territoires ethniques furent annexés, contre leur gré, à cet État yougoslave. Dès lors, ces frontières artificielles, fixées de manière arbitraire et forcée, ont eu des conséquences néfastes pour la nation albanaise.

Entre les deux guerres mondiales, les autorités de Belgrade ont commencé à coloniser le Kosovo avec des colons serbes et monténégrins avec comme objectif principal de tenter de modifier sa structure ethnique<sup>46</sup>. Simultanément, elles ont mis en œuvre une politique de discrimination et de nettoyage ethnique à travers des expulsions en masse des Albanais, de l'ex-Yougoslavie vers la Turquie<sup>47</sup>. En ce sens, l'académicien serbe Vasa Čubrilović dans son texte, caractérisé par un contenu très radical, *Iseljavanje Arnauta* (L'expulsion des Albanais) qu'il a soumis au gouvernement yougoslave en 1937, décrit des politiques très concrètes pour réaliser l'objectif du nettoyage ethnique des Albanais<sup>48</sup>. Cependant, indépendamment des politiques colonisatrices, discriminatoires et expulsionnistes, dont l'objectif final a été de vider le Kosovo de ses habitants albanais, ces derniers ont constitué en continuité une large majorité de la population<sup>49</sup>. D'ailleurs, vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, à savoir du 31 décembre 1943 au 2 janvier 1944, s'est tenue la Conférence de Bujan qui, à travers la résolution votée par les 49 représentants du Kosovo, lesquels reflétaient sa composition ethnique, se déclare pour la réunification du Kosovo avec l'Albanie : « Le Kossovo et le plateau du Dukagjin constituent une région habitée en majorité par une population albanaise qui désire aujourd'hui, comme elle l'a toujours fait, sa réunion à l'Albanie »<sup>50</sup>. En dépit de cette volonté des représentants légitimes du

<sup>46</sup> MALCOLM Noel, *op. cit.*, pp. 278-288 ; OSMANI Jusuf, *Kolonizimi, reforma agrare dhe shpërngulja e shqiptarëve nga Kosova 1918-1941*, Prishtinë, Dukagjini-Pejë, 2016, p. 61.

<sup>47</sup> La politique serbe/yougoslave pour la recolonisation du Kosovo avec des Slaves et les expulsions forcées des Albanais vers la Turquie ont continué même après la Deuxième Guerre mondiale. Pour plus de détails concernant le nombre de colons slaves installés au Kosovo et le nombre d'Albanais expulsés vers la Turquie, voir : Kosova Information Center (KIC), *Expulsions of Albanians and Colonisation of Kosova*, Prishtina, The Institute of History, 1997, disponible à l'adresse suivante : <http://www.kosova.com/arkivi1997/expuls/contents.htm> (consultée le 21 avril 2016) ; BAJRAMI Hakif, *Politika serbe për rikolonizimin e Kosovës me sllavë 1945-1948*, Prishtinë, Shtëpia botuese Era, 2002, pp. 620-621.

<sup>48</sup> MALCOLM Noel, *op. cit.*, pp. 284-285 ; ISENI Bashkim, « Frontières politiques, dynamiques nationalistes et politique des grandes puissances dans les Balkans : enjeux et perspectives », *op. cit.*, pp. 231-232 ; QOSJA Rexhep, *op. cit.*, pp. 135-158 ; Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, *Historia e popullit shqiptar. Vëllimi i tretë : Periudha e Pavarësisë 28 Nëntor 1912-7 Prill 1939*, Tiranë, Botimet Toena, 2007, pp. 483-487.

<sup>49</sup> SHTYLLA Zamir, « The forced deportations of Albanians from Kosova and other territories between the two World Wars (1918-1941) », in BAJRAKTARI Jusuf, NASI Lefter, PRIFTI Kristaq, SEJDIU Fatmir, SHUKRIU Edi and XHUFI Pëllumb (ed.), *The Kosova issue – a historic and current problem*, Tirana, Eurorilindja, 1996, p. 99.

<sup>50</sup> QOSJA Rexhep, *op. cit.*, p. 166.

Kosovo, l'armée communiste serbe/yougoslave intervient par la force pour occuper une nouvelle fois le Kosovo<sup>51</sup>. Cependant, en ligne avec la volonté politique exprimée lors de la Conférence de Bujan, plus de 5.000 Albanais du Kosovo, sous le commandement de Shaban Polluzha, ont pris les armes contre les communistes serbes/yougoslaves<sup>52</sup>. Mais après quelques temps, la résistance albanaise a été écrasée<sup>53</sup>.

Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le fédéralisme a été appliqué sur le territoire de la Yougoslavie par la création de six républiques (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie) et de deux provinces autonomes (Kosovo, Voïvodine). Les territoires albanais sous occupation yougoslave ont ainsi été morcelés entre trois républiques (Macédoine, Monténégro, Serbie) et une province autonome avec un statut constitutionnel plus faible, à savoir le Kosovo qui regroupait la majorité des Albanais en ex-Yougoslavie<sup>54</sup>. Les critères ethnique, historique, géographique, linguistique et culturel n'ont donc pas été pris en compte pour déterminer les frontières du Kosovo<sup>55</sup>. La division territoriale entre les entités fédérées a en effet été décidée pendant et peu de temps après la Seconde Guerre mondiale par le Parti communiste yougoslave (PCY)<sup>56</sup>. Le Kosovo a intentionnellement été discriminé par les autorités serbes et yougoslaves, lesquelles ont gravement lésé les intérêts nationaux et vitaux albanais<sup>57</sup>. Les frontières administratives du Kosovo ont été fixées de manière arbitraire et au détriment des Albanais en ex-Yougoslavie, car elles n'ont pas inclus tous les Albanais au sein d'une seule et même entité fédérée. De plus, le statut du Kosovo n'a pas non plus été constitué en république, comme ça été le cas par exemple avec le Monténégro et la Macédoine, alors que les Albanais ont représenté numériquement,

<sup>51</sup> BAJRAKTARI Jusuf, « Serbia's annexation of Kosova in 1945 », in BAJRAKTARI Jusuf, NASI Lefter, PRIFTI Kristaq, SEJDIU Fatmir, SHUKRIU Edi and XHUFI Pëllumb (ed.), *The Kosova issue – a historic and current problem*, Tirana, Eurorilindja, 1996, pp. 115-119.

<sup>52</sup> BEKAJ Armend R., « The KLA and the Kosovo War : From Intra-State Conflict to Independent Country », *Berghof Conflict Research, Resistance/Liberation Movements and Transition to Politics*, Berlin, n° 8, 2010, p. 10.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> QOSJA Rexhep, *op. cit.*, pp. 171-176.

<sup>55</sup> *Ibid.*, pp. 171-174.

<sup>56</sup> GRUDA Zejnullah, « Aspekte ndërkombëtare të demarkacionit : mësimet për rastin e Kosovës », MUHAMET Sadiku (redaktor), *Demarkacioni Kosovë – Mali i Zi : aspekte ndërkombëtare, gjeografike, politike dhe historike*, Pejë, Kolegji Evropian « Dukagjini », 2015, p. 15.

<sup>57</sup> QOSJA Rexhep, *op. cit.*, p. 174 ; BAJRAKTARI Jusuf, *op. cit.*, pp. 115-119.

après les Serbes et les Croates, le troisième peuple en ex-Yougoslavie<sup>58</sup>. Raisons pour lesquelles, en 1968, les Albanais ont manifesté massivement au Kosovo afin d'obtenir plus de droits nationaux, linguistiques, culturels et ont demandé que la province autonome du Kosovo devienne une république à part entière au sein de la fédération yougoslave. En étant annexé violemment, le Kosovo est en effet resté un problème non résolu d'abord dans la Yougoslavie d'avant la Seconde Guerre mondiale, et plus tard dans la Yougoslavie communiste<sup>59</sup>.

Suite aux révisions constitutionnelles yougoslaves de 1974, la position du Kosovo a été renforcée car ce dernier obtient une autonomie encore plus étendue au sein de la Yougoslavie fédérale. À partir de 1974, en vertu de la Constitution fédérale yougoslave et de la Constitution du Kosovo, le statut politique, constitutionnel et juridique du Kosovo a donc été équivalent à celui des républiques, c'est-à-dire que celui-ci a exercé son pouvoir exécutif, législatif et judiciaire à l'intérieur de ses frontières et a participé directement au niveau fédéral ; il a également eu le droit, qu'il a exercé, de négocier et de conclure des accords avec des États étrangers<sup>60</sup>. Toutefois, ces changements constitutionnels n'ont pas satisfait les revendications albanaises qui souhaitaient la reconnaissance officielle du statut de république au sein de la fédération yougoslave. Ces revendications se sont surtout exprimées lors des manifestations estudiantines de 1981 organisées au Kosovo<sup>61</sup>.

Cependant, outre les problèmes économiques, politiques et des droits de l'homme en ex-Yougoslavie, l'arrivée au pouvoir, en Serbie, du nationaliste Slobodan Milosevic, qui essaya de centraliser le pouvoir yougoslave par le changement violent des frontières et des statuts des unités fédérales, a précipité la désintégration de la fédération yougoslave. En 1989, avec l'intention de réaliser son projet hégémonique, le régime oppresseur du président serbe Milosevic a supprimé illégalement et par la force l'autonomie du Kosovo afin de l'annexer à la Serbie, ce qui

<sup>58</sup> ISENI Bashkim, *La question nationale en Europe du Sud-est : genèse, émergence, et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, op. cit., p. 341 ; QOSJA Rexhep, op. cit., p. 174.

<sup>59</sup> HOXHAI Enver, *Ngritja e një shteti. Politika e jashtme e Kosovës*, Tiranë, Botimet Dudaj, 2016, p. 22.

<sup>60</sup> *Ibid.*, pp. 22-23 ; KULLASHI Muhamedin, « Vers l'indépendance ? La question du statut du Kosovo », *Le Centre de recherches internationales (CERI)*, Paris, mars 2006, pp. 5-7 ; MALCOLM Noel, op. cit., pp. 264-267 ; CASTELLAN Georges, *Histoire de l'Albanie et des Albanais*, op. cit., p. 109.

<sup>61</sup> ÇEKU Ethem, *Kosovo and Diplomacy since World War II : Yugoslavia, Albania and the Path to Kosovan Independence*, London, New York, I.B.Tauris & Co Ltd, 2016, pp. 135-136.

était inacceptable pour les Albanais<sup>62</sup>. En 1989, la Serbie a occupé, une nouvelle fois, par la force le Kosovo. En occupant violemment le Kosovo et la Voïvodine ainsi qu'en commençant la guerre contre la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo, le dictateur serbe a causé la désintégration immédiate, inévitable, non-consensuelle et sanglante de la fédération yougoslave<sup>63</sup>.

En réaction aux actions agressives du régime de Slobodan Milosevic, le 2 juillet 1990, à Prishtina, devant le bâtiment du Parlement du Kosovo qui a été fermé et encerclé par les chars et les forces policières serbes, les 114 délégués albanais ont approuvé la Déclaration Constitutionnelle avec laquelle le Kosovo a été déclaré comme unité indépendante et égale aux autres républiques dans le cadre de la fédération yougoslave<sup>64</sup>. Deux mois après la Déclaration Constitutionnelle, à savoir le 7 septembre 1990, le Parlement du Kosovo, réuni à Kaçanik, a adopté la Constitution de la République du Kosovo, déclarant ainsi formellement la République du Kosovo<sup>65</sup>. Du 26 au 30 septembre 1991 a été organisé également un référendum pour l'indépendance du Kosovo auquel ont participé 87,01 % des citoyens du Kosovo ayant le droit de vote, et où 99,87 % se sont déclarés en faveur d'un Kosovo indépendant et souverain<sup>66</sup>. Mais l'État kosovar n'a pas été reconnu à l'époque par la Communauté internationale ; c'est le début de la période pendant laquelle les Albanais ont organisé un État parallèle sous l'occupation serbe<sup>67</sup>. Le président kosovar de l'époque, Ibrahim Rugova, a adopté une voie pacifique de la résolution définitive de la question du Kosovo. Mais à cause de la violation grave des droits de l'homme, la terreur systématique, la fermeture des écoles et des médias albanais, la discrimination économique et le licenciement en masse, le nettoyage ethnique silencieux et l'occupation classique du pays par la Serbie, les Albanais ont décidé de prendre les armes afin de libérer leur pays<sup>68</sup>. C'est autour de l'Armée de Libération du Kosovo (ALK) – en

<sup>62</sup> GARDE Paul, *Fin de siècle dans les Balkans*, Paris, Édition Odile Jacob, 2001, pp. 170-171.

<sup>63</sup> HOXHAI Enver, *op. cit.*, p. 23.

<sup>64</sup> Deklarata Kushtetuese për Kosovën si Njësi e Pavarur dhe e Barabartë në kuadër të Federatës (Konfederatës) së Jugosllavisë, si Subjekt i Barabartë me Njësitë e tjera Federale në Federatë (Konfederatë), Prishtinë, 2 korrik 1990, in BUXHOVI Jusuf, *Kosova V : 1945-1999*, Houston, Prishtinë, Jalifat Publishing, Faik Konica, 2015, pp. 673-674.

<sup>65</sup> Mbledhja e Kuvendit të Republikës së Kosovës, mbajtur më 7 shtator 1990, Kaçanik, in BUXHOVI Jusuf, *Kosova V : 1945-1999*, *op. cit.*, pp. 675-676.

<sup>66</sup> BUXHOVI Jusuf, *Kosova V : 1945-1999*, *op. cit.*, p. 228.

<sup>67</sup> *Ibid.*, pp. 205-275 et pp. 364-374.

<sup>68</sup> KRASNIQI Jakup, *Kthesa e madhe : Ushtria Çlirimtare e Kosovës*, Prishtinë, Buzuku, Botimi i dytë, 2007, pp. 64-66.

albanais *Ushtria Çlirimtare e Kosovës (UÇK)* – que les Albanais ont décidé de se réunir. L'ALK a été un mouvement militaire et politique, qui mena une guerre de libération nationale, en multipliant les attaques contre les forces armées serbes stationnées au Kosovo pendant les années 1990 et plus particulièrement entre mars 1998 et juin 1999<sup>69</sup>. L'objectif final de l'ALK était la réunification, en un seul et unique État albanais, de tous les territoires albanais découpés à la Conférence des Ambassadeurs à Londres de 1913. Cela a clairement été mentionné dans la phrase suivante du serment militaire de ses soldats : « en tant que membre de l'Armée de Libération du Kosovo, je jure que je vais me battre pour la libération des terres albanaises occupées et leur unification »<sup>70</sup>. Dans le but de libérer le Kosovo, outre l'appui inconditionnel de l'Albanie, l'ALK a également obtenu le soutien de plusieurs puissances occidentales ; d'abord et surtout le soutien des États-Unis, puis celui d'autres puissances européennes, par exemple, du Royaume-Uni et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)<sup>71</sup>. Rappelons qu'entre janvier 1998 et juin 1999, à travers une politique de la terre brûlée, le régime antidémocratique et répressif de Milosevic a commis de nombreux crimes contre la population civile albanaise du Kosovo<sup>72</sup>. Aussi, en 1998-1999, à travers sa stratégie d'épuration ethnique, la Serbie a expulsé de force plus de 850 mille albanais en dehors du Kosovo, notamment en Albanie, en Macédoine et au Monténégro<sup>73</sup>. L'intervention de l'OTAN en 1999 a mis fin à la violation grave des droits de l'homme et à la catastrophe humanitaire au Kosovo causée par le régime dictatorial de Milosevic, en plaçant temporairement le Kosovo sous protectorat international. L'OTAN est donc intervenue militairement via des frappes aériennes contre la Serbie et la Yougoslavie de Milosevic afin de mettre fin à la guerre au Kosovo. Le monde occidental a ainsi été engagé à défendre les frontières kosovares telles que mentionnées par la Constitution du Kosovo et par la Constitution de la fédération yougoslave de 1974.

<sup>69</sup> BEKAJ Armend R., *op. cit.*, pp. 21-22.

<sup>70</sup> Betimi i Ushtarit, « Rregullore e përkohshme. Organizimi i jetës së brendshme në ushtri », Kreu I, II. Përmbytja e betimit ushtarak, dans KRASNIQI Jakup, *op. cit.*, p. 263 [notre traduction].

<sup>71</sup> Pour plus de détails, voir : PETTIFER James, *The Kosova Liberation Army : Under-ground War to Balkan Insurgency, 1948-2001*, London, Hurst, 2012, pp. 203-221 ; KRASNIQI Jakup, *op. cit.*, pp. 146-149.

<sup>72</sup> Pour plus de détails, voir : The Independent International Commission on Kosovo, *The Kosovo Report: Conflict, International Response, Lessons Learned*, Oxford, Oxford University Press, 2000, pp. 2-3 ; Human Rights Watch, *Under Orders. War Crimes in Kosovo*, United States of America, Human Rights Watch, 2001, pp. 119-120.

<sup>73</sup> United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), « Kosovo emergency », *UNHCR Global Report*, 1999, p. 345.

### *La libération (1999) et l'indépendance (2008) : les frontières internationales de la République du Kosovo*

En juin 1999, avec l'aide des pays occidentaux, le Kosovo est libéré et passe sous administration de l'Organisation des Nations unies (ONU). Après plusieurs années de gouvernance internationale, le 17 février 2008, sur base des recommandations de l'Envoyé spécial de l'ONU, Martti Ahtisaari, et sa Proposition globale de Règlement portant sur le statut définitif du Kosovo<sup>74</sup>, ainsi qu'en pleine coordination avec les États-Unis, les grandes puissances européennes (Allemagne, Autriche, France, Italie, Royaume-Uni) et des États voisins (Albanie), le Parlement kosovar a déclaré l'indépendance du pays qui est déjà largement reconnu par la communauté internationale<sup>75</sup>. L'indépendance en 2008 a résolu définitivement la question du Kosovo et, par la même occasion, a marqué la dernière étape de la dissolution finale de la Yougoslavie<sup>76</sup>.

Lors de la dissolution de la Yougoslavie, les frontières administratives des entités de la fédération yougoslave sont devenues des frontières internationales car c'est le principe de *l'uti possidetis* qui a été appliqué. Ce principe, qui a d'abord été utilisé pendant la période de la décolonisation en Amérique latine, puis en Afrique, ensuite lors du démembrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et finalement dans le cas de la désintégration de la Yougoslavie, est issu de l'expression « [...] *uti possidetis, ita possideatis* qui signifie 'comme tu as possédé, tu continueras à posséder' »<sup>77</sup>. Dans le cas de la dissolution de la Yougoslavie, c'est la Commission d'arbitrage, connue sous le nom de Commission Badinter, qui l'a imposé juridiquement

<sup>74</sup> Le 17 février 2008, le Kosovo a déclaré son indépendance en se basant entièrement sur la recommandation du médiateur de l'ONU, Martti Ahtisaari, qui, après un long processus de négociations entre les Albanais du Kosovo et la Serbie, a recommandé en 2007 que le Kosovo devienne un État indépendant et souverain. Pour plus de détails, voir : AHTISAARI Martti, Rapport de l'Envoyé spécial du Secrétaire général sur le statut futur du Kosovo, S/2007/168, 26 mars 2007, p. 2.

<sup>75</sup> NEWMAN Edward et VISOKA Gëzim, « The Foreign Policy of State Recognition : Kosovo's Diplomatic Strategy to Join International Society », *Foreign Policy Analysis*, 2016, p. 8 ; LIKA Liridon, « La reconnaissance internationale de la République du Kosovo (2008-2016) : succès, défis et perspectives de ce nouvel État », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, 2016/3, Éditions Larcier, p. 561.

<sup>76</sup> HOXHAI Enver, *op. cit.*, p. 23.

<sup>77</sup> BEHRENDT Christian et BOUHON Frédéric, *Introduction à la Théorie générale de l'État. Manuel*, Bruxelles, De Boeck, Larcier, 2009, p. 526.

en ce qui concerne les anciennes républiques yougoslaves<sup>78</sup>, tandis que pour ce qui est de l'État du Kosovo, c'est le plan du médiateur de l'ONU, Martti Ahtisaari, qui l'a déterminé comme suit : « [L]e territoire du Kosovo est délimité par les frontières de la province autonome socialiste du Kosovo au sein de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, telles que ces frontières existaient au 31 décembre 1988 [...] »<sup>79</sup>. La République du Kosovo a ainsi hérité des frontières administratives qu'elle a eu au sein de la RFSY avant le 31 décembre 1988, c'est-à-dire celles d'avant l'abrogation illégale de son statut d'autonomie par le régime de Milosevic. Dès lors, l'État kosovar a des frontières reconnues internationalement et bien établies avec chacun de ses quatre États voisins : au sud et à l'ouest avec l'Albanie, au sud avec la Macédoine, au nord-ouest avec le Monténégro et au nord et à l'est avec la Serbie. Les frontières internationales de la République du Kosovo ont d'ailleurs été intégrées dans le drapeau du nouvel État. Dans l'esprit de bon voisinage et conformément aux exigences de l'UE et de l'OTAN, depuis 2008, les autorités kosovares se sont engagées à clôturer également le processus de la démarcation physique de la frontière interétatique avec les quatre États voisins ; elles ont déjà terminé ce processus avec l'Albanie et la Macédoine, il est en cours avec le Monténégro et va prochainement commencer avec la Serbie<sup>80</sup>.

Ainsi, suite à la dissolution de la Yougoslavie, sept anciennes entités fédérées (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie, Slovénie) ont obtenu leur indépendance et ont hérité des frontières administratives, à l'exception de la Voïvodine qui n'a réussi ni à accéder à l'indépendance ni à récupérer son statut de province autonome d'avant 1989. Il y a cependant eu, par exemple, en Bosnie-Herzégovine, des modifications internes suite aux accords de paix de Dayton (1995) où l'État bosnien a été fédéralisé selon les zones communautaires créant ainsi deux entités autonomes, à savoir la Fédération croato-bosniaque et la République des Serbes de Bosnie ; néanmoins, en ce qui concerne ses

<sup>78</sup> PELLET Alain, « L'activité de la Commission d'arbitrage de la Conférence internationale pour l'ancienne Yougoslavie », *Annuaire français de droit international*, 1993, volume 39, n° 1, Éditions du CNRS, Paris, pp. 291-303 ; PELLET Alain, « The Opinions of the Badinter Arbitration Committee. A Second Breath for the Self-Determination of Peoples », *European Journal of International Law*, volume 3, n° 1, 1992, p. 180.

<sup>79</sup> Lettre adressée au Président du Conseil de Sécurité par le Secrétaire général, *Proposition globale de Règlement portant statut du Kosovo, S/2007/168/Add.1*, Annexe VIII : Secteur de la sécurité, article 3.2, 26 mars 2007, p. 51.

<sup>80</sup> Parlement de la République du Kosovo, « Débats parlementaires », 26 juin 2015, disponible à l'adresse suivante : <http://www.kuvendikosoves.org/?cid=1,128,7083> (consultée le 1<sup>er</sup> février 2017).

frontières étatiques ou internationales, l'État bosnien a gardé les frontières administratives de l'époque yougoslave<sup>81</sup>.

Par ailleurs, les sondages de *Gallup Balkan Monitor*<sup>82</sup> effectués en 2010 et 2011 ont montré que la majorité des citoyens de l'Albanie et du Kosovo s'expriment toujours à l'heure actuelle en faveur de la réunification de ces deux pays en un seul et unique État albanais. Par exemple, en Albanie, environ deux tiers des répondants ont soutenu l'idée de réunification, à savoir 68 % en 2009 et 63 % en 2010<sup>83</sup>. Pour ce qui est des Albanais du Kosovo, 77 % en 2009 et 81 % en 2010 se sont déclarés également favorables<sup>84</sup>. En effet, tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, malgré les frontières qui ont séparé la nation albanaise, il y a continuellement eu des efforts de collaboration socio-culturelle, de rapprochement et de réunification entre les Albanais du Kosovo et d'Albanie. Selon le dernier recensement de la population organisé en 2011, l'État du Kosovo est peuplé par 93 % d'Albanais<sup>85</sup>. À l'exception de l'Albanie voisine, aucun autre État de la région des Balkans occidentaux n'est si homogène. Les Albanais des deux États partagent une langue, une culture, une histoire et une conscience nationale commune. Dès lors, aujourd'hui aussi les

<sup>81</sup> Cependant, la démarcation physique de la frontière interétatique entre les différents pays des Balkans occidentaux a parfois créé de nombreux points de friction entre eux. Pour plus de détails voir : ATTREE Larry, « Drawing boundaries in the Western Balkans : A people's perspective », *Report, Saferworld – Europe programme*, October 2011, pp. 1-16.

<sup>82</sup> « The European Fund for the Balkans formed a partnership with Gallup Europe for launching the 'Gallup Balkan Monitor', which aims to provide all-encompassing data on people's perceptions in the Western Balkan region, creating thereby a one-stop shop that delivers strategic insights based on evidence-based social research in the region. Covering Albania, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Kosovo, Macedonia, Montenegro, and Serbia, the Gallup Balkan Monitor asks more than 100 general and country-specific questions and explores a series of key issues including : social & economic conditions, employment prospects, business conditions, attitudes and perceptions about the EU and international community, good governance, corruption, crime & safety, political activity in the region, ethnic & cultural identities and perceptions of other ethnic groups, religion, well-being & life satisfaction, migratory patterns and the future : outlook and aspiration. The research is conducted annually, thereby providing an up-to-date assessment on the socioeconomic, sociopolitical, and multicultural dimensions of the Balkan region » : Gallup Balkan Monitor, « About », *European Fund for the Balkans*, 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://balkanfund.org/archive/initiatives-archive/gallup-balkan-monitor/#> (consultée le 22 février 2017).

<sup>83</sup> GALLUP BALKAN MONITOR, « Insights and Perceptions : Voices of the Balkans 2010 », 2010, pp. 47-48, disponible à l'adresse suivante : [http://www.esiweb.org/enlargement/wp-content/uploads/2009/02/2010\\_Summary\\_of\\_Findings.pdf](http://www.esiweb.org/enlargement/wp-content/uploads/2009/02/2010_Summary_of_Findings.pdf) (consultée le 15 avril 2016).

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> Agjencia e Statistikave të Kosovës (ASK), « Regjistrimi i Popullsisë, Ekonomive Familjare dhe Banesave në Kosovë 2011 : Popullsia sipas gjinisë, etnicitetit, dhe vendbanimit », *Rezultatet përfundimtare*, Prishtinë, Republika e Kosovës, Prill 2013, p. 11.

relations entre la République du Kosovo et la République d'Albanie sont très intenses, stables, fraternelles et excellentes dans tous les aspects, qu'ils soient politiques, socio-culturels et économiques<sup>86</sup>. Cependant, officiellement, les autorités kosovares souhaitent renforcer leurs relations avec la République d'Albanie dans le cadre de l'intégration européenne (UE) et atlantique (OTAN), mais en tant que deux États indépendants et souverains<sup>87</sup>. Bien qu'une large majorité des citoyens des deux pays souhaitent la réunification (voir les sondages susmentionnés), les gouvernements respectifs promeuvent le maintien de l'existence de deux États indépendants et souverains. D'ailleurs, une telle disposition a été introduite dans l'article 1<sup>er</sup> alinéa 3 de la Constitution de l'État kosovar : « [L]a République du Kosovo n'a de revendication territoriale vis-à-vis d'aucun État, ni d'aucune partie d'État, et ne cherchera à s'unir à aucun État, ni à aucune partie d'État »<sup>88</sup>. Cela a notamment été dû aux pressions internationales, à savoir du Groupe de contact<sup>89</sup> et de la recommandation du médiateur de l'ONU, qui n'ont pas soutenu la réunification du Kosovo avec l'Albanie, mais uniquement la création de l'État kosovar indépendant et souverain<sup>90</sup>. Le débat sur les relations futures entre la République du Kosovo et la République d'Albanie se poursuit toujours à l'heure actuelle tant à Prishtina qu'à Tirana<sup>91</sup>.

<sup>86</sup> LIKA Liridon, « La République du Kosovo dans son contexte régional. Analyse sur la reconnaissance, la souveraineté et les relations de ce nouvel État avec ses pays voisins frontaliers », *Cahiers de Sciences politiques de l'ULg*, Cahier n° 31, disponible à l'adresse suivante : <http://popups.ulg.ac.be/1784-6390/index.php?id=851> (consultée le 20 avril 2016).

<sup>87</sup> Ministry of Foreign Affairs, Republic of Kosovo, « Kosovo Foreign Objectives », Prishtina, disponible à l'adresse suivante : <http://www.mfa-ks.net/repository/docs/Kosovoforeignobjectives.pdf> (consultée le 15 janvier 2017).

<sup>88</sup> Constitution de la République du Kosovo, Chapitre I : Dispositions fondamentales, article premier, alinéa 3.

<sup>89</sup> Le Groupe de contact sur le Kosovo a été composé de l'Allemagne, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et de la Russie. Ministère des Affaires étrangères et européennes de la France, *Déclaration du Groupe de contact sur l'avenir du Kosovo*, le 31 janvier 2006, p. 2.

<sup>90</sup> Lettre adressée au Président du Conseil de Sécurité par le Secrétaire général, *Proposition globale de Règlement portant statut du Kosovo, S/2007/168/Add.1*, Principes généraux : Article 1.8, *op. cit.*, p. 2.

<sup>91</sup> Pour plus de détails sur ce débat et les scénarios des relations à long terme entre les deux pays, voir : НОХНАЈ Enver, *op. cit.*, pp. 315-322.

## La politique de l'élargissement de l'UE et les frontières internationales des pays des Balkans occidentaux

### *La politique de l'élargissement de l'UE vers les Balkans occidentaux*

Après la décennie des guerres sanglantes des années 1990 dans l'ex-Yougoslavie, et l'échec de l'UE pour les arrêter, Bruxelles a mis au point une nouvelle stratégie qui a été présentée au cours du sommet de Feira (2000) et celui de Zagreb (2000). Cette stratégie a déclaré, pour la première fois, les pays des Balkans occidentaux comme candidats potentiels à l'adhésion<sup>92</sup>. Plus tard, lors du sommet de Thessalonique (2003), la perspective européenne de ces pays a également été réaffirmée<sup>93</sup>. Cette vision ambitieuse a visé à mettre fin à la longue transition démocratique afin de transformer les Balkans occidentaux en une région de paix, de stabilité, de prospérité économique, dont l'objectif final serait sa pleine adhésion à l'UE. Cette stratégie a été appelée le Processus de stabilisation et d'association (PSA). À travers ce double objectif, l'UE a souhaité dans un premier temps stabiliser la région et puis, dans un deuxième temps, permettre à ces pays d'adhérer définitivement au projet commun européen. Cette stratégie a généré de grands espoirs de changements dans la région qui ont également été incités par les vagues de l'élargissement (2004 et 2007) vers les anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale<sup>94</sup>. Ainsi, la Commission européenne fait des efforts constants pour renforcer son pouvoir de transformation afin d'appuyer la réalisation des réformes, en particulier dans les domaines de l'État de droit et de la gouvernance économique jusqu'à la pleine adhésion à l'UE de tous les pays de la région<sup>95</sup>. Au-delà des intérêts géostratégiques et économiques, la sécurité a sans doute été l'une des principales raisons qui a conduit l'Union à s'ouvrir vers ces pays. La question de sécurité présente également la motivation principale des États des Balkans occidentaux à

<sup>92</sup> Santa Maria da Feira European Council, « Presidency Conclusions », Santa Maria da Feira, le 19 et 20 juin 2000.

<sup>93</sup> Déclaration de Thessalonique, « Sommet UE – Balkans occidentaux », Thessalonique, le 21 juin 2003, C/03/163, 10229/03 (Presse 163), p. 1.

<sup>94</sup> ELBASANI Arolda, « EU enlargement in the Western Balkans : strategies of borrowing and inventing », *Journal of Southern Europe and the Balkans*, volume 10, n° 3, 2008, p. 306.

<sup>95</sup> European Commission, « Enlargement Strategy and Main Challenges 2014-15 », *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions*, Brussels, 8.10.2014, COM(2014) 700 final, p. 1.

vouloir adhérer à l'UE qui est perçue comme un pôle d'attraction capable de neutraliser les conflits et de pacifier la région<sup>96</sup>.

Pourtant, outre la Croatie, qui a réussi à rejoindre l'UE en 2013, les autres pays de la région traînent toujours dans ce processus. À l'heure actuelle, l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie ont déjà obtenu le statut de pays candidat, tandis que la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo ont ratifié l'Accord de stabilisation et d'association (ASA). Le processus d'élargissement de l'UE a ainsi tourné au ralenti ces dernières années pour des raisons à la fois internes et externes aux pays des Balkans occidentaux et à l'UE elle-même<sup>97</sup>.

### *L'élargissement de l'UE et les frontières internationales des États des Balkans occidentaux*

Dans les documents officiels des institutions européennes et les déclarations publiques des leaders européens, l'UE ne soutient pas la modification des frontières des pays des Balkans occidentaux<sup>98</sup>. Cette attitude est également appuyée par les États-Unis. L'ancienne secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, lors de sa visite conjointe avec Catherine Ashton, alors haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, déclare le 31 octobre 2012 à Prishtina :

*« Les États-Unis soutiennent l'intégration du Kosovo à l'OTAN et à l'UE. Nous savons que l'avenir du Kosovo est en Europe. Nous vous appelons à travailler pour la mise en œuvre des accords conclus avec la Serbie et à normaliser les relations avec elle. Nous voulons voir fonctionner l'État de droit au Kosovo, nous rejetons toute forme de conversation pour toucher*

<sup>96</sup> LIKA Liridon, « Risques et défis sécuritaires de la (non)-intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », in WINTGENS Sophie, GRANDJEAN Geoffrey, VANHAEREN Stéphanie (dir.), *L'insécurité en question : définition, enjeux et perspectives*, Liège, Éditions Presses Universitaires de Liège, 2015, pp. 123-124.

<sup>97</sup> LIKA Liridon, « La pénétration turque dans les Balkans occidentaux. Quels défis pour le projet d'élargissement de l'UE ? », in SANTANDER Sebastian (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2016, pp. 244-246 ; AHMETI Shpend, « Brussels' Balkan approach : Little carrot, broken stick », *Euractiv*, le 13 mars 2017, disponible à l'adresse suivante : <https://www.euractiv.com/section/enlargement/opinion/brussels-balkan-approach-little-carrot-broken-stick/> (consultée le 23 août 2017).

<sup>98</sup> European Commission, « A credible enlargement perspective for and enhanced EU engagement with the Western Balkans », *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions*, Strasbourg, 6.2.2018, COM(2018) 65 final, pp. 1-18.

*les frontières territoriales du Kosovo. Les frontières du Kosovo souverain et indépendant sont claires et sont déterminées pour toujours »<sup>99</sup>.*

Cette déclaration confirme que les puissances occidentales soutiennent l'existence et le maintien des frontières internationales actuelles de la République du Kosovo et des autres pays des Balkans occidentaux.

En s'élargissant vers les pays des Balkans occidentaux, l'UE tente, tout en respectant l'existence des frontières actuelles, de diminuer leurs rôles dans la vie quotidienne des citoyens de la région. Dès lors, depuis l'initiative allemande de 2014 plus connue comme le Processus de Berlin, l'UE a décidé de renforcer davantage sa politique de l'élargissement en direction des pays des Balkans occidentaux en leur donnant un nouveau soutien politique et économique<sup>100</sup>. Ainsi, après une absence entre 2007-2014, Bruxelles semble désormais déterminé à accroître son engagement afin que tous les pays de la région puissent avancer plus sérieusement vers l'adhésion au projet commun européen<sup>101</sup>.

## Conclusion

Les frontières internationales des États des Balkans ont historiquement évolué et changé en fonction des situations locales ainsi qu'internationales. L'affaiblissement au XIX<sup>e</sup> siècle et puis l'effondrement au début du XX<sup>e</sup> siècle des Empires ottoman et austro-hongrois, qui occupaient et dominaient la région pendant une longue période, ont favorisé la naissance de nouveaux États balkaniques. C'est dans ce contexte que certains acteurs locaux et les puissances européennes de l'époque ont imposé les frontières dans la région. Durant cette période, il a existé une grande rivalité hégémonique entre les grandes puissances européennes dans les Balkans. C'est donc le rapport de forces, combiné avec les enjeux géopolitiques, qui a fixé les frontières internationales des Balkans lors des conférences de Berlin (1878), de Londres (1913) et de Versailles (1919).

Cependant, ces frontières imposées de l'extérieur et sans prendre en compte l'avis de la population n'ont pas apporté la paix et la stabilité

<sup>99</sup> Gazeta Shqip, « Clinton : Kufijtë e Kosovës janë caktuar përgjithmonë, nuk negociohen », le 31 octobre 2012, Prishtina, République du Kosovo, disponible à l'adresse suivante : <http://www.gazeta-shqip.com/lajme/2012/10/31/clinton-ne-kosove-kufijte-e-kosoves-jane-caktuar-pergjithmone-nuk-negociohen/> (consultée le 20 avril 2016) [notre traduction].

<sup>100</sup> Pour plus de détails, voir : Final Declaration by the Chair of the Conference on the Western Balkans, Berlin, 28 August 2014, pp. 1-2.

<sup>101</sup> LIKA Liridon, « La pénétration turque dans les Balkans occidentaux. Quels défis pour le projet d'élargissement de l'UE ? », *op. cit.*, p. 250.

dans les Balkans. Le découpage des terres albanaises en 1913 et puis l'annexion, par la force, d'une grande partie de celles-ci à la Grèce et à la Yougoslavie ont renforcé le sentiment d'injustice chez les Albanais. Les Albanais, non seulement n'ont pas été autorisés à vivre dans un État commun albanais, l'Albanie, mais ils ont également été séparés arbitrairement à l'intérieur de l'État yougoslave. Ainsi, avec la fédéralisation de l'ex-Yougoslavie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les terres albanaises sous occupation yougoslave ont été divisées par les autorités yougoslaves entre quatre unités de la fédération : le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie. En d'autres mots, les frontières administratives du Kosovo regroupaient la majorité des Albanais, mais elles n'incluaient pas l'ensemble de ces derniers au sein de cette même entité.

Les guerres des années 1990 dans la région des Balkans occidentaux ont été, d'une manière ou d'une autre, intimement liées à la question des frontières étatiques. Lors de la dissolution violente de l'ex-Yougoslavie, à l'exception de la Voïvodine, les frontières administratives des sept autres entités fédérées sont devenues des frontières internationales car c'est le principe de *l'uti possidetis* qui a été appliqué. Suite à sa libération en 1999 et puis à son indépendance en 2008, la République du Kosovo a ainsi hérité des mêmes frontières que celles mentionnées par la Constitution du Kosovo et par la Constitution de la fédération yougoslave de 1974. Autrement dit, depuis 2008, l'État kosovar a des frontières reconnues internationalement et bien établies avec chacun de ses quatre États voisins, à savoir l'Albanie au sud et à l'ouest, la Macédoine au sud, le Monténégro au nord-ouest et la Serbie au nord et à l'est.

Par ailleurs, à travers sa politique de l'élargissement vers les Balkans occidentaux l'UE tente, tout en maintenant les frontières existantes, de les estomper à travers la liberté de circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services. Dès lors, les décideurs européens espèrent que l'adhésion de tous les pays des Balkans occidentaux à l'UE renforcera la paix, la stabilité et la coopération régionale et fera en sorte que les frontières ne soient plus des lignes de tensions et de conflits.